IRF – PROJECT DOCUMENT **TEMPLATE 2.1**

United Nations Peacebuilding Support Office

FAST PBF RISK-TAKING CATALYTIC

United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/ Peacebuilding Fund (PBF)

Titre du Project : Projet d'appui conseil stratégique á la Gouvernance du Secteur Sécuritaire au Burkina Faso	**Organisation(s) des Nations Unies Récipiendaires** UNDP
Project Contact: Address: Metsi Makhetha, UN Resident Coordinator Burkina Faso Telephone: E-mail:	**Partenaires de mise en oeuvre – Nom & catégorie (Gouvernement, OSC, etc):** UNOWAS Gouvernement du Burkina Faso: -Présidence -Ministères en charge de la défense, de la sécurité, de la justice, de l'environnement, des finances ; - Parlement - Société Civile
	Location du projet : Ouagadougou, Burkina Faso
Project Description: Suite à une demande du Président du Burkina Faso, le projet vise à appuyer les autorités et les institutions de sécurité à mener à bien le processus de réforme du secteur de la sécurité, y compris l'armée, à travers la mise en place d'une équipe d'appui conseil RSS de haut niveau dans le pays. Cette équipe sera en charge des taches suivantes : 1) fournir une assistance et appui conseil aux autorités nationales afin qu'elles mènent un processus RSS inclusif et de nature participative ; 2) coordonner les efforts des partenaires des NU ainsi que de le reste de la communauté internationale impliquée dans l'appui à la réforme du secteur de sécurité au Burkina Faso.	**Coût Total du projet: 1 000 000** **Fonds pour la consolidation de la paix:** **Contribution du gouvernement:** **Autre:** **Date proposée pour le début du projet:** décembre 2016 **Date proposée pour la fin du projet:** décembre 2017 **Durée Totale (en mois)[1]:** 12 mois
Score indicateur pour le genre[2]: __1 Indiquer 1 pour les projets qui contribueront en quelque sorte à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative.	
Project Résultats: Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sont représentatives, efficaces redevables et	

[1] The maximum duration of an IRF project is 18 months.

[2] PBSO monitors the inclusion of gender equality and women's empowerment all PBF projects, in line with SC Resolutions 1325, 1888, 1889, 1960 and 2122, and as mandated by the Secretary-General in his Seven-Point Action Plan on Gender Responsive Peacebuilding.

Gender Marker Score[2] : 1
Score 1 for projects that will contribute in some way to gender equality, but not significantly.

Project Résultats :

Les parties prenantes à la RSS du Burkina Faso sont respectueuses des principes de gouvernance démocratiques en vue de fournir des services de qualité aux populations.

Impacts :

1) Les parties prenantes à la RSS reçoivent l'appui stratégique nécessaire afin d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de RSS ;
2) Les partenaires techniques et financiers et les Nations Unies apportent leurs appuis dans un cadre cohérent et coordonné ;
3) Des ressources adéquates sont mobilisées pour mettre en œuvre la RSS.

PBF Focus Areas[3] which best summarizes the focus of the project *(select one)* :
1: Support the implementation of peace agreements and political dialogue (Priority Area 1) :
(1.1) SSR.

IRF PROJECT DOCUMENT

(for IRF-funded projects)

Recipient UN Organization(s)[1]	Representative of National Authorities Représentant des autorités nationales *Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement*
UNDP Burkina Faso Name of Representative: Abdisi Makhotha Signature Name of Agency: UNDP Date & cachet United Nations Office for West Africa and the Sahel Name of Representative: Mohamed Ibn Chambas Signature Name of Agency: UNOWAS Date & cachet	*Signature* 27 FEB 2017 *Date et cachet*
Peacebuilding Support Office (PBSO) *Name of Representative* *Signature* Peacebuilding Support Office, NY *Date& cachet*	**Resident Coordinator** *Name of Representative* *Signature* RCO, *Date & cachet* 02/03/2017

[2] PBSO monitors the inclusion of gender equality and women's empowerment all PBF projects, in line with SC Resolutions 1325, 1888, 1889, 1960 and 2122, and as mandated by the Secretary-General in his Seven-Point Action Plan on Gender Responsive Peacebuilding.
[3] PBF Focus Areas are:
1: Support the implementation of peace agreements and political dialogue (Priority Area 1):
(1.1) SSR; (1.2) RoL; (1.3) DDR; (1.4) Political Dialogue;
2: Promote coexistence and peaceful resolution of conflicts (Priority Area 2):
(2.1) National reconciliation; (2.2) Democratic Governance; (2.3) Conflict prevention/management;
3: Revitalize the economy and generate immediate peace dividends (Priority Area 3):
(3.1) Employment; (3.2) Equitable access to social services
4) (Re)-establish essential administrative services (Priority Area 4)
(4.1) Strengthening of essential national state capacity; (4.2) extension of state authority/local administration; (4.3) Governance of peacebuilding resources (including JSC/ PBF Secretariats)

Table des matières:

I. Contexte de la consolidation de la paix et justification du soutien du FBP
II. A) Contexte de consolidation de la paix
B) Cartographie des activités de consolidation de la paix existantes et des lacunes
C) Justification de cette IRF

III. Objectifs de l'appui du PBF et mise en œuvre proposée
A) Résultats du projet, théorie du changement, activités, cibles et séquençage
B) Budget
C) Capacité de l'Organisation des Nations Unies Récipiendaire et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination
A) Gestion du projet
B) Gestion des risques
C) Suivi et évaluation
D) Dispositions administratives (libellé standard)

Annexe A: Résumé du projet (à soumettre sous forme de document Word au bureau du MPTF).
Annexe B: Cadre de résultats du projet

[4] Please include signature block for each RUNO receiving funds under this IRF.

PROJECT COMPONENTS:

I. Contexte de la consolidation de la paix et justification du soutien du Fonds de consolidation de la paix

a) Context de la consolidation :

Depuis son Independence, le Burkina Faso a été le théâtre de nombreux coups d'état, complots et mutineries commis par les forces de défenses. Ces évènements constituent une composante importante de l'histoire politique du pays. À cause de la répétition de coups d'Etat, l'ancien Président Blaise Compaoré, venu au pouvoir en 1987 lui-même par un coup, avait décidé de créer son propre Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) qui a reçu un traitement de faveur en termes de formation et équipement par rapport à l'ensemble des Forces de Sécurité et de Défense. En 2014, le Président Compaoré a essayé d'amender la Constitution afin de rester au pouvoir. Suite à cela, la population s'est insurgée contre lui en le forçant à démissionner, ce qui a débouché dans une période de transition politique. La transition a été toutefois marquée par la présence continue du RSP, avec à sa tête le General Gilbert Diendéré, qui, vers la fin de la transition a organisé une tentative de coup d'état qui a échoué.

Les attentats terroristes du 15 Janvier 2016 perpétrés contre un hôtel et un restaurant à Ouagadougou deux semaines seulement après la prestation de serment du président Kaboré, et depuis lors, les attaques contre les postes frontaliers de l'armée, la gendarmerie et de la police par des hommes armés, sont considérées comme une conséquence du vide laissé par la dissolution du RSP. Par conséquent, en plus de l'héritage d'une société militarisée, politisée et un secteur de la sécurité perturbé et dans le besoin de réformes profondes, comme ses pairs dans la sous-région, le président Kaboré est également confronté à un sérieux défi face à la menace terroriste et d'autres formes de criminalité transnationale.

À cet égard, une commission composées exclusivement de membres de l'armée et de la gendarmerie (de divers grades) a été créée pour examiner l'état des forces de défense, et de faire des propositions devant aboutir aux réformes au Président (également ministre de la Défense). Enfin, il est à souligner que l'élection du président Kaboré a soulevé des attentes de la part des Burkinabés d'une amélioration rapide de leurs conditions de vie avec accès aux services de l'État. Cela a emmené la société civile encore mobilisée et avec un sens aigu du droit, en raison de son rôle dans l'éviction président Compaoré, de continuer à exercer une pression sur le nouveau gouvernement pour qu'il réponde à ces attentes et tienne ses promesses de ne faire aucune ingérence politique dans les affaires judiciaires en cours (les assassinats du Président Sankara et du journaliste Zongo, ainsi que le coup d'état manqué du RSP). Il a néanmoins été prévu que des efforts seraient faits pour mener un processus de réconciliation afin d'apaiser les tensions qui existent encore.

Au Burkina Faso, les réformes engagées en vue de garantir le caractère républicain des forces de sécurité et de défense sont initiées dans un contexte caractérisé par une insécurité accrue dans la sous-région, due à l'expansion de l'extrémisme violent et le terrorisme et une atmosphère politique fragile issue d'une période d'instabilité d'avant et pendant la transition politique. La société civile fortement mobilisée et la prise de conscience politique de la population, avec des attentes élevées pour une amélioration rapide des conditions de vie et des services de la justice et de la sécurité, exercent une forte pression sur le nouveau gouvernement élu. Ce contexte est également marqué par un secteur de la sécurité et de la défense encore perturbé et fragilisé par des décennies de mauvaise gestion militaire et par la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentiel, une force qui avaient été renforcée au détriment du reste de l'armée. Enfin, le contexte des

réformes initiées au Burkina Faso est également marqué par l'existence d'un Plan Stratégique 2017-2021 pour la réforme des Forces Armées Nationales (FAN) élaboré par le Ministère de la défense nationale et des anciens combattants du 8 décembre 2015 au 16 août 2016 et dont la mise en œuvre est en cours et par une tentative de redéfinition de l'approche sécuritaire du pays par les nouvelles autorités. Un atout important pour le Burkina Faso est que son secteur de la sécurité n'a pas connu de clivages ethniques, religieux ou régionaux et que ses dirigeants politiques reconnaissent la nécessité d'un processus de réforme en vue de relever les défis de sécurité du pays.

C'est dans ce contexte que lors d'une réunion qui s'est tenue le 3 Mars 2016 avec le Secrétaire Général des Nations Unies, le Président Kaboré, le nouveau chef de l'Etat du Burkina Faso a demandé un soutien des Nations Unies au processus de la réforme du secteur de la sécurité de son pays. Cette demande d'assistance en RSS qui avait déjà été faite par le gouvernement de transition, a été réitérée durant les visites du Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, ainsi que le Secrétaire général adjoint pour la consolidation de la paix. En guise de suivi à cette demande, une mission technique DOMP OROLSI / UNOWAS a été déployée à Ouagadougou du 29 mai au 11 Juin 2016, afin d'identifier les défis en matière de gouvernance du secteur de la sécurité, de formuler des recommandations au gouvernement pour faire face à ces défis, et proposer des recommandations pour l'engagement de l'ONU à soutenir le processus de RSS au Burkina Faso.

b) Cartographie des activités de consolidation de la paix existantes et des lacunes

Table 1 – Cartographie des activités de consolidation de la paix et des lacunes

Résultats du projet	Source de financement (Gouvernement/partenaires au développement)	Projets et activités clefs	Durée du projet et activités	Budget en $	Description des principales lacunes dans la zone de Résultat, les programmes ou financière
L'objectif du programme thématique sur les droits de l'homme et la stabilité est d'améliorer la situation des droits de l'homme au Burkina Faso dans la promotion de la gouvernance et de la stabilité par le développement cohérent de l'interaction	*1) Le gouvernement du Danemark/DANIDA*	*1)* Ministère de la justice: appliquer les droits de l'homme et contribuer à un système judiciaire plus crédible *2)* Ministère de la sécurité dans les régions du Sahel, Est et Nord: Améliorer l'accès à la justice locale, la stabilité et	*5ans: 2016-2020*	*1) 27,8 Million DKK* *2) 30,9 Million DKK* *3)85,9 Million*	Le programme ne soutient pas le processus global de réforme.

entre les services de justice, la police et la société civile.		la protection des droits de l'homme *3)* Les organisations de la société civile: renforcer la capacité de la société civile à défendre les droits de l'homme		*DKK*	

c) **Justification de IRF:**

Suite à la demande d'appui faite dans un contexte de réorganisation des forces de défense et de sécurité par le Président du Burkina Faso au Secrétaire Général des Nations Unies, une mission technique de l'ONU a été déployée à Ouagadougou du 29 mai au 11 juin 2016. Les objectifs de la mission étaient de s'enquérir des initiatives en cours dans le cadre des réformes institutionnelles engagées en vue de la réorganisation de l'armée, d'en identifier les défis pour explorer les domaines dans lesquels les Nations Unies pourraient efficacement apporter leur appui.

Après une crise qui a impliqué les institutions de sécurité, l'expérience a montré que certains États peuvent choisir de réformer leur système de sécurité, avec pour but ultime d'instaurer la paix et de promouvoir un développement durable, permettant aux populations de se sentir en sécurité et d'avoir confiance en leurs institutions étatiques. Il s'agit de processus par lesquels les autorités nationales d'un État procèdent à l'examen, l'analyse, et l'application, ainsi que le suivi et l'évaluation de la gouvernance de leur secteur de la sécurité, afin d'instaurer des institutions efficaces, efficientes et aux coûts modérés, avec pour but de garantir à l'État et aux populations une sécurité efficace et responsable. Ce processus envisage de transformer les institutions de sécurité pour qu'elles soient plus professionnelles, tenues de rendre des comptes à l'État et sa population et soumise au contrôle démocratique et à l'Etat de droit.

La commission de réconciliation nationale et des reformes créée tel que prévu par la Charte de la transition dans son rapport soumis en septembre 2015 a recommandé entre autres la dissolution du RSP et le renforcement du caractère républicain des FAN compte tenu de leur implication dans la vie politique durant les 50 dernières années à travers : (i) l'obligation de démission pour tout militaire désirant s'engager en politique, (ii) la création dans la Constitution d'un Conseil national de sécurité et un Conseil supérieur de la défense, (iii) l'organisation des États généraux de la défense. Dans une lettre datée du 30 novembre 2015, le Président de la transition a fait une demande formelle au Secrétaire générale des Nations Unies pour le soutien au développement du plan stratégique 2017-2021 pour la réforme des forces armées nationales. Le même jour, le Président du Faso a créé une commission d'élaboration du plan stratégique 2017-2021 pour la réforme des forces armées nationales dont les travaux sont conduits conformément aux orientations suivantes : (i) l'interdiction définitive de l'implication du militaire dans la politique, (i) le renforcement de la responsabilité, et (iii) le renforcement de la bonne gouvernance. La demande de soutien du nouveau Président Kaboré est en cohérence avec celle du Président de la transition. Cette commission a produit et validé un projet de rapport qui a été soumis au Président de la république en Juillet 2016.

Pendant la période post-transition, le Burkina Faso aura besoin d'un accompagnement de la communauté internationale afin de soutenir la consolidation de la stabilité et de la démocratie, le renforcement des secteurs de la justice et de la sécurité, la promotion des droits de l'homme et le développement socioéconomique. De ce fait, le soutien des Nations Unies est nécessaire à ce stade initial du processus de réforme du secteur de la sécurité pour faciliter l'émergence d'une compréhension partagée des principes de la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. L'appui stratégique des Nations Unies contribuera à créer une cohérence entre le contexte burkinabè et le changement de comportement recherché au sein des forces de sécurité et de défense et d'autres parties prenantes.

II. Objectifs du soutient PBF mise en œuvre proposé

a) Résultat du projet, Théorie du changement, activités, objectifs et séquences:

(i) Objectif et Résultat escompté du projet:

Objectif :
Le projet vise tout d'abord à fournir aux autorités burkinabés un appui stratégique afin de mener un processus RSS qui soit inclusif et participatif, et qui réponde aux besoins en sécurité de l'Etat ainsi que des populations sans discrimination basée sur le genre (hommes et femmes), la religion ou l'ethnicité. Le processus RSS sera basé sur une vision nationale de la RSS et de la gouvernance du secteur de la sécurité, tout en assurant une cohérence institutionnelle et une synergie intersectorielle.

Par ailleurs, le projet vise à assurer un soutien transparent et coordonné de la communauté internationale au processus de réforme du Secteur de Sécurité dans le pays.

Résultat escompté du projet :
Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sont efficaces, redevables et respectueuses des principes de gouvernance démocratiques et fournissent des services de qualité à la population.

A cet effet, la réforme du secteur de la sécurité doit être initiée et consolidée grâce à une amélioration des capacités stratégiques nationales en la matière, et à un engagement accru de la communauté internationale dans ce secteur.

Impacts :

1) Les parties prenantes à la RSS reçoivent l'appui stratégique nécessaire afin d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de RSS
2) Les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies apportent leurs appuis dans un cadre cohérent et coordonné
3) Des ressources adéquates sont mobilisées pour la mise en œuvre de la RSS

(ii) Théorie de changement:

Si les autorités Burkinabès ainsi que les secteurs spécifiques de la sécurité et de la défense reçoivent le soutien nécessaire en matière d'appui conseil stratégique, politique et technique, alors elles seront plus à même de mener un processus de RSS qui soit intégré, cohérent, participatif et inclusif. Un tel processus permettra une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité et défense qui soit efficace et redevable vis-à-vis des institutions et des populations (hommes et femmes) du Burkina Faso.

(iii) Description du projet :

Afin d'atteindre le résultat escompte, le projet vise à mettre en place une équipe d'appui conseil de haut niveau, composée des expertises ci-après :

- Un Haut Conseiller en RSS ;
- Un conseiller en réforme du secteur de la sécurité ;
- Un conseiller en matière de réforme de justice.

Cette équipe sera appuyée dans son fonctionnement par un spécialiste en gestion de projets P3 financé par le projet de réconciliation nationale.

Cette équipe basée dans les locaux du Gouvernement /Président sera appuyée, au besoin, par des experts ponctuels dans le domaine de la RSS qui seront mobilisés dans des phases critiques du projet.

L'équipe conseil de haut niveau aura un double objectif :

Dans un premier temps, il s'agira d'améliorer les capacités du gouvernement á conduire un processus inclusif et participatif de Réforme du Secteur de la Sécurité qui soit basé sur les besoins et les attentes des populations vis á vis des autorités.

Il est important pour le gouvernement du Burkina Faso de développer une vision holistique de la sécurité, qui soit basée sur une approche intersectorielle cohérente, intégrant tous les défis du secteur et les complémentarités requises entre les acteurs au niveau opérationnel.

Au niveau sectoriel, la capacité des acteurs (police, défense, environnement, etc.) á mener un processus de réforme qui promeuve l'efficacité, et la redevabilité de manière coordonnée sera améliorée.

Dans un second temps le projet veillera á créer un cadre transparent de coordination de l'appui de la communauté internationale au processus de RSS au Burkina Faso.

Approche :

A travers la mise à disposition d'une équipe en appui conseil aux autorités burkinabés, le projet vise à contribuer á la définition des contours de la RSS dans le pays, tout en adoptant la méthodologie la plus adaptée au contexte du Burkina Faso. Le projet prendra en compte les initiatives nationales en cours dans les domaines de la justice, la police, la gendarmerie, le pénitentiaire, l'administration, et le Plan Stratégique 2017-2021 pour la réforme des Forces Armées Nationales déjà élaboré, et autres. Le projet utilisera donc une approche de renforcement des capacités des autorités pour initier un processus participatif, impliquant la société civile, le Parlement, etc..; et cohérent, basé sur les principes démocratiques de contrôle civil sur les FDS et de redevabilité des FDS aux autorités burkinabés ainsi que vis-à-vis des populations (hommes et femmes).

L'équipe d'appui stratégique de haut niveau sera choisie de façon à assurer un équilibre des genres. L'équipe sera aussi chargée d'intégrer les préoccupations de genre dans l'appui conseil fourni dans le domaine de la RSS.

Le projet se basera sur les principes internationaux de bonne gouvernance du Secteur de sécurité et de défense ainsi que sur les leçons apprises dans la sous-région. Les échanges sud-sud en matière de RSS vont donc être partie intégrantes du projet.

En termes d'effets catalytiques et durabilité du projet, la deuxième composante du projet vise à renforcer la coordination des acteurs internationaux intervenant dans le secteur de la sécurité, ce qui permettra d'apporter un appui soutenu et coordonné á ce secteur, y inclut par les biais d'une stratégie de mobilisation de fonds.

Description des Activités:

Impact 1: Les parties prenantes à la RSS reçoivent l'appui stratégique nécessaire permettant d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de RSS

Activité 1.Mise en place d'une Equipe appui conseil stratégique RSS

L'équipe sera composée de: 1 Conseiller de Haut Niveau en RSS ; 1 conseiller en réforme du secteur de la sécurité ; 1 conseiller en réforme de la justice. L'équipe sera appuyée par 1 spécialiste en gestion de projets, 1 Chauffeur et disposera d'un véhicule pour assurer les déplacements de l'équipe. Le conseiller stratégique sera basé dans les locaux de la Présidence.

Dans la phase initiale du projet, des experts internationaux et nationaux en RSS serons appelés de façon ponctuelle, afin de soutenir les autorités Burkinabès dans les premiers pas de la RSS jusqu'à ceux que l'équipe appui conseil soit mise en place et fonctionnelle. Ce sera le cas notamment pour l'expertise en matière de contrôle civil et démocratique nécessaire pour guider la réforme.

L'équipe de conseil stratégique devra bénéficier du matériel de bureau nécessaire á son fonctionnement.

Activité 2. Appui conseil stratégique au Président du Burkina Faso en matière de RSS

a) Au niveau Stratégique, l'appui conseil va consister á :

- Apporter un conseil dans la gestion de la situation actuelle du secteur de la sécurité en attendant le démarrage de la RSS, et la mise en place du mécanisme de coordination approprié ;

Cet appui se fera à travers **des rencontres régulières avec le Président de la République** du Faso, des rencontres avec les ministres clés (Défense, Sécurité, Justice, environnement, Finances, etc.), et les hauts officiers de l'Armée, de la Gendarmerie, de la Police ainsi que les autres forces paramilitaires, la commission défense et sécurité du Parlement et tout acteur pertinent.

A travers le projet, le Gouvernement recevra un appui á l'organisation d'un Séminaire gouvernemental réunissant les ministres clés, pour réfléchir sur l'approche nationale de la RSS.

b) **La création par le Président d'une structure technique nationale intégrée et inclusive** pour conduire la réflexion sur l'approche nationale de la RSS, intégrant les acteurs sectoriels clés, au-delà des Forces Armées au sens strict. On comptera parmi les activités potentielles :

- Une évaluation complète du secteur de la sécurité qui fournira des données de base pour le processus de la réforme, et les questions liées á une RSS véritable ;
- La tenue d'un séminaire national pour définir une vision commune et inclusive de la RSS ;

- La mise en œuvre du Plan Stratégique 2017-2021 pour la réforme des FAN en harmonie avec la vision nationale d'ensemble de la RSS.

Il est important par la suite de mettre en place un mécanisme national de coordination nationale, qui sera officialisé par une décision de haut niveau, comme un Décret Présidentiel, lui conférant un mandat explicite. Par ailleurs, ce mécanisme devrait également bénéficier des appuis politique, administratif et financier afin de disposer d'une autonomie nécessaire pour atteindre les objectifs de son mandat.

Le projet bénéficiera principalement au Président du Faso, aux Ministères clés, aux hauts officiers des Forces de défense et de Sécurité, au parlement (les commissions pertinentes, dont la commission défense et sécurité, finance, etc.) et toutes autres institutions pertinentes.

Impact 2 : Les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies apportent leurs appuis dans un cadre cohérent et coordonné.

Activité 1 : Coordination de l'appui au processus de la RSS
L'équipe appuiera la partie nationale à organiser la coordination du soutien qu'elle recevra en matière de RSS de la part des PTF.

Impact 3 : Des ressources adéquates sont mobilisées pour la mise en œuvre de la RSS

Activité 1 : Mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources pour la RSS

Sur la base de la cartographie des intervenants dans le domaine de la RSS, ainsi que sur la base d'un exercice de budgétisation de la RSS mettant en exergue les gaps financiers, l'équipe d'Appui Conseil stratégique appuiera le mécanisme national de coordination technique de la RSS a développé une stratégie de mobilisation des ressources en matière RSS.

Activité 2 : Mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources
L'équipe sera chargée d'appuyer le Gouvernement à finaliser la stratégie de mobilisation de ressources pour la RSS, organiser une table ronde de la levée des fonds pour la RSS, et faire le suivi des annonces de contributions par rapport á la mise en œuvre des chantiers sectoriels devant donner vie á la reforme.

b) **Budget:**

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Résultat 1: Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sont respectueuses des principes de gouvernance démocratiques en vue de fournir des services de qualité á la population.				
Impact 1.	**Les parties prenantes à la RSS reçoivent l'appui stratégique nécessaire afin d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de RSS**			
Activité 1.1	Mise en place d'une Equipe appui conseil stratégique RSS	805,428.00	-Staff and other personnel -Supplies, Commodities, Materials Equipment, -Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	- Prise en charge des salaires de l'équipe du projet sur 12 mois; et appui au fonctionnement de l'équipe par la Provision pour fourniture, équipements et matériel de bureau sur 12 mois;
Activité 1.2	Appui conseil stratégique au Président du Burkina Faso en matière de RSS	10,000	- Supplies, commodités, Material	- Appui logistique et production de la documentation utile pour l'Organisation des réunions régulières avec le Président de la République, de même que pour les sessions du Comité d'Orientation Stratégique (COS)
Activité 1.3	Evaluation du secteur de la Sécurité au Faso	30,000	-Contractual services ; -Transfers and Grants to Counterparts	- Financement des Expertises de consultants pour la conduite du diagnostic du secteur, missions dans

				le pays
Activité 1.4	Organisation d'un séminaire **gouvernemental**	15,000	-Contractual services, - Travel	- Prise en charge de l'expertise technique et de l'appui logististique pour l'organisation du séminaire. - Prise en charge de Missions de partage d'expériences Sud/Sud notamment
Activité 1.5	Sensibilisation des agents des secteurs de la sécurité et de la population sur la RSS	19,1520	-Transfert and grant to counterpart - Travel	Prise en charge des missions de sensibilisation dans la capitale et á l'intérieur du pays – Prise en charge de la participation de l'équipe d projet á ces missions
Impact 2	**Une approche cohérente du soutien des NU et PTF au Gouvernement dans le RSS est assurée**			
Activité 2.1	Coordination des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au processus du RSS	20,000	-Supplies, Commodities, material, - Contractual services	- Prise en charge de la production de documents et de l'appui logistique pour la tenue des réunions des PTF sur la RSS
Impact 3	**Des ressources adéquates sont mobilisées dans le domaine de la RSS**			

Activité 3.1	Finalisation d'une stratégie de mobilisation des ressources pour la RSS	15,000	-Contractual services -Travel	- Prise en charge de l'appui technique et logistique pour la finalisation de la stratégie de mobilisation des ressources ;
Activité 3.2	Organisation d'une Conférence des Donateurs	20,000	-Contractual services -Travel	-Appui technique et logistique pour l'organisation de la conférence des donateurs - Prise en charge de missions de consultations avec les partenaires bi et multilatéraux intéressés et participation.
Total		**934,580**		
	Indirect costs and GMS will be charged in addition	65421		
TOTAL		**1,000,000**		

Table 3: Project budget by UN categories

PBF Project Budget			
CATEGORIES	Amount recipients Agency UNDP	Amount recipients Agency	TOTAL
1. Staff and other personnel	578 816		578 816
2. Supplies, Commodities, Materials	40000		40000
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	51600		51600
4. Contractual services	110000		110000
5.Travel	49944		49944
6. Transfers and Grants to Counterparts	100000		100000
7. General Operating and other Direct Costs	4220		4220
Sub-Total Project Costs	934 580		934 580
8. Indirect Support Costs*	65 421		65 421
TOTAL	1 000 000		1 000 000

* *The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the PBF MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that Agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulations, rules and procedures.*

a) Capacité de l'Organisation des Nations Unies Récipiendaire et des partenaires d'exécution

Table 4: Vue d'ensemble des financements de l'Organisation des Nations Unies Récipiendaire et des partenaires d'exécution dans le pays				
	RUNO 1: NAME?	**Key Source of Funding (government, donor etc)**	**Annual Regular Budget in $**	**Annual emergency budget (e.g. CAP)**
Previous calendar year	PNUD	European Union, GEF, Global Fund, CPR TTF, Japan	5,722,591	Non availiable
Current calendar year	PNUD	European Union, GEF, Global Fund	4,937,408	Non availiable

III. Gestion et coordination

III. Management and coordination

a) Project management:

Le projet sera mis en œuvre par le PNUD (en tant qu'Organisation des Nations Unies Récipiendaire), en collaboration avec UNOWAS. Le projet en tant que composante du portefeuille de la gouvernance du PNUD sera supervisé opérationnellement par le directeur pays du PNUD avec l'appui d'un spécialiste en gestion de programme de Réforme du Secteur (P2) de la sécurité travaillant en collaboration avec l'équipe de conseillers stratégiques du projet. L'équipe du projet rapportera directement au Codonateur Résident pour les aspects liés aux orientations stratégiques de mise en œuvre du projet. Pour les aspects de gestion opérationnelle, le chargé de programme devra travailler en collaboration avec le conseiller en gouvernance du PNUD. Un chauffeur et un assistant financier seront par ailleurs recrutés pour appuyer l'équipe de projet. L'assistant financier sera conjointement pris en charge par le présent projet d'appui conseil en RSS, et le projet d'appui á la Réconciliation Nationale.

Des expertises spécifiques dans les domaines de l'appui á la justice (P3), en réforme du secteur de la sécurité (P3) compléteront l'équipe de base. Des expertises additionnelles nationales ou internationales ponctuelles pourront être requises notamment utilisées durant la phase initiale du projet, afin de soutenir les autorités Burkinabès dans les premiers pas de la RSS jusqu'á ceux que l'équipe appui conseil sera mise en place et fonctionnelle.

Le Conseiller stratégique de haut niveau sera place sous la supervision conjointe de la Coordonnatrice Résidente et du SRSG de l'Afrique de l'Ouest auquel il enverra un rapport hebdomadaire de la situation de la sécurité et du projet. Les autres membres de l'équipe seront place sous la supervision du Haut Conseiller Stratégique.

L'équipe appui-conseil stratégique RSS sera recrutée selon les procédures du PNUD, en collaboration étroite avec la Task Force RSS au siège (composée par le PNUD, UNOWAS, DPKO/OROLSI, DPA et PBSO). Afin de ne pas retarder le processus de mise en place de l'équipe, le recrutement se fera par une « desk review » sur la base du vivier d'experts des NU sur le RSS et/ou autres ressources appropriées.

Coordination Arrangements :

Une Réunion de Coordination des Partenaires Techniques et Financiers de la RSS, se réunira régulièrement au bureau du Coordonnateur Résident du SNU, sous sa présidence[5]. Ce forum est une instance de partage d'informations avec les PTF sur l'état des lieux de la réforme, les activités prévues, celles réalisées et l'état des prévisions. Cette instance a vocation á permettre d'avoir une cartographie dynamique des interventions et des intentions d'appui dans le secteur.

En termes de ligne de communication, au niveau technique le Conseiller en RSS de l'UNOWAS servira comme point focal/liaison entre le Conseiller Stratégique de haut niveau et UNOWAS. L'équipe d'appui conseil stratégique sera en chargé de produire des mises à jour mensuelles à partager avec la Coordonnatrice Résidente, l'UNOWAS, DPA

[5] La périodicité sera adaptée en fonction des besoins

et PBSO. Par ailleurs, conformément á ses termes de références, le conseiller stratégique veillera á une communication fluide du Coordonnateur Résident du SNU et du Représentant Spécial des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et au Sahel sur les avancées du processus de la réforme. Au niveau technique, le Chargé de Programme sera chargé de consolider des mises à jour hebdomadaires sur les avancés du projet

Le projet sera suivi de près par les points focaux des sièges respectifs de l'UNOWAS, DPA et PBSO, à travers au moins 2 visites à Ouagadougou pendent la durée du projet.

Les termes de référence de l'expert de haut niveau, son équipe ainsi que le gestionnaire de projet) font partie intégrante de ce document de projet.

b) Gestion des risques:

Tableau 6 – Matrice de la gestion des risques

Risques à l'achèvement des Résultats du PBF	**Probabilité de réalisation** (élevée, moyenne, faible)	**Sévérité de l'impact risque** (élevée, moyenne, faible)	**Stratégie d'atténuation** (et personne / unité responsable)
Augmentation des attaques terroristes majeures et transfrontalières	Elevé	Elevé	Le projet va insister et plaider sur la nécessité et l'urgence de compléter les réformes pour mieux faire face aux menaces terroristes et transfrontalières
Tensions politiques qui menacent tout consensus sur la gouvernance du secteur de la sécurité	Moyen	Elevé	Le projet va s'assurer d'engager une variété de parties prenantes y compris, l'exécutif, le parlement, la société civile et autres acteurs internationaux pour faciliter le consensus
Manque d'intérêt et diminution de l'appui extérieur au processus de la réforme du secteur de la sécurité	Moyen	Moyen	Le projet va insister sur la nécessité de développer et de maintenir le leadership national et sa capacité de résilience qui rendra le processus RSS moins sensible aux fluctuations de l'appui extérieur.
Manque d'adhésion des troupes á l'esprit de changement et de soumission á l'autorité civile	Faible	Elevé	Le projet veillera á informer et sensibiliser toutes les composantes des FDS sans distinction de corps ou de grades, sur le processus de la réforme.

Suivi et évaluation:

Le volet Suivi & Evaluation de ce projet sera place sous la responsabilité du conseiller stratégique et du chargé de programme du projet, sur la base du plan du suivi & évaluation qui sera élaboré dès leur prise de fonction avec l'appui du spécialiste en Suivi Evaluation du bureau pays du PNUD. Des rapports semestriels d'avancement du projet seront fournis à PBSO, selon la procédure standard de PBSO.

En outre, les activités des projets seront parties intégrantes des revues périodiques du programme du PNUD, et dans ce cadre les informations pertinentes sur les résultats atteints, les dépenses et les contraintes devront être discutés avec les partenaires de mise en œuvre.

c) **Arrangements administratifs**

Le Bureau du PNUD MPTF fait office d'Agent Administratif (AA) du PBF, et est responsable de la réception des contributions des donateurs, du transfert des financements aux Organisations des NU Récipiendaires, la consolidation des rapports narratifs et financiers, et leur soumission au PBSO et aux donateurs du PBF. En tant que Agent Administrative du PBF, le Bureau du MPTF transfert les fonds aux Organisations des Nations Unies Récipiendaires sur la base du Mémorandum d'entente (Memorandum of Understanding) signés entre chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire et le Bureau du MPTF.

Les fonctions de AA

Au nom des Organisations Récipiendaires, et en cohérence avec le "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008) approuvé par UNDG, le bureau du MPTF en tant que AA du PBF devra:

- Débourser les fonds de chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire conformément aux instructions de PBSO. Le AA devra en principe effectuer les déboursements dans les trois (03) á cinq (05) jours ouvrables après réception des instructions de PBSO accompagnées du formulaire de soumission et du document de projet signé par tous les participants concernés ;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finaux) sur la base des soumissions fournies à l'AA par Organisation des Nations Unies Récipiendaire et fournir les rapports d'étape consolidés du FBP aux donateurs et au PBSO;
- Procéder à la clôture opérationnelle et financière du projet dans le système du Bureau du MPTF une fois que l'Organisation des Nations Unies Récipiendaire en informe l'achèvement (accompagné du rapport narratif final, de l'état financier certifié final et du solde du remboursement);
- Distribuer des fonds à toute Organisation des Nations Unies Récipiendaire pour toute prolongation de frais que le PBSO peut décider conformément aux règles et règlements du PBF.

Responsabilité, transparence et rapports du bénéficiaire à l'Organisations des Nations Unies

Les Organisations des Nations Unies bénéficiaires assumeront l'entière responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur seront versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront administrés par chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures.

Chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire doit établir une échelle des comptes séparés pour la réception et l'administration des fonds qui lui ont été déboursés par l'agent administratif du compte PBF. Ce compte de compte distinct sera administré par chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures, y compris ceux relatifs aux intérêts. Le compte de compte

séparé est exclusivement soumis aux procédures de contrôle interne et externe prévues par le règlement financier, les règles, les directives et les procédures applicables aux Organisations des Nations Unies Récipiendaires.

- Chaque Organisation des Nations Unies Récipiendaire fournira à l'agent administratif et au PBSO (pour les rapports narratifs seulement) :

  • Des rapports d'étape bisannuels doivent être présentés au plus tard le 15 juillet;
  • Rapports narratifs annuels et définitifs, à fournir au plus tard trois mois (31 mars) après la fin de l'année civile;

  • Les états financiers annuels au 31 décembre en ce qui concerne les fonds qui lui ont été versés par le FBP, à fournir au plus tard quatre mois (30 avril) après la fin de l'année civile;

- Les états financiers définitifs certifiés après l'achèvement des activités dans le document programmatique approuvé, qui doivent être fournis au plus tard six mois (30 juin) de l'année suivant l'achèvement des activités.
  • Le solde non dépensé à la clôture du projet devrait être remboursé et une notification doit être envoyée au Bureau du MPTF au plus tard six mois (30 juin) de l'année suivant l'achèvement des activités.
- Propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens :

  La propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens financés par le FBB appartient au RUNO qui entreprend les activités. Les questions relatives au transfert de propriété par la RUNO seront déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

Divulgation publique

Le PBSO et l'agent administratif veilleront à ce que les opérations du PBF soient rendues publiques sur le site Web du PBF (http://unpbf.org) et le site Web de l'agent administratif (http://mptf.undp.org).

Annex A: Résumé du projet (A soumettre au format word MPTF-Office)

PEACEBUILDING FUND
RESUME DU PROJET

Nom et titre du projet:	PBF/ Projet d'appui la Gouvernance du Secteur de la Sécurité au Burkina Faso	
Organisation des Nations Unies récipiendaire:	PNUD	
Partenaire de mis en œuvre	PNUD	
Location:	Burkina Faso	
Budget approuvé pour le projet:	1,000,073.36 USD	
Durée:	**Date début de projet:** **décembre 2016**	**Fin de projet:** **décembre 2017**
Description du projet:	Suite à une demande du Président du Burkina Faso, le projet vise à appuyer les autorités et les institutions de sécurité à mener à bien le processus de Réforme de l'armée ainsi que d'accompagner le processus de réforme du secteur de la sécurité, à travers la mise en place d'une équipe d'appui conseil RSS de haut niveau dans le pays. Cette équipe sera en charge des taches suivantes : 1) fournir une assistance et appui conseil aux autorités nationales afin qu'elles mènent un processus RSS inclusif et de nature participative ; 2) coordonner les efforts des partenaires des NU ainsi que de la communauté internationale impliquée dans l'appui à la réforme du secteur de sécurité au Burkina Faso.	
Domaine Concerné par PBF:	1: dialogue Appui à la mise en œuvre de l'accord de paix et du dialogue politique (Priorité Zone 11): (1.1) SSR,	
Résultat du projet:	Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sont respectueuses des principes de gouvernance démocratiques en vue de fournir des services de qualité aux populations.	
Activités principales du projet:	1/- Appui stratégique et technique aux parties prenantes à la RSS pour l'élaboration d'une stratégie de RSS et sa mise en œuvre ; 2/- Coordination des interventions des Nations Unies et des Partenaires Techniques et Financiers en appui à la RSS ; 3/- Mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la RSS au Burkina Faso.	

Annexe B: IRF Cadre des résultats

Nom du pays: Burkina Faso

Project Effective Dates: décembre 2016- décembre 2017

PBF Focus Area: Security Sector Reform

IRF Théorie du Change: Si les autorités Burkinabès ainsi que les secteurs spécifiques de la sécurité et de la défense reçoivent le soutien nécessaire en matière d'appui conseil stratégique, politique et technique, alors elles seront plus à même de mener un processus RSS qui soit intégré, cohérent, participatif et inclusif. Un tel processus permettra une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité et défense qui soit efficace et redevable vis-à-vis des institutions et des populations (hommes et femmes) du Burkina Faso.

Résultat	Effet immédiat	Indicateur	Moyens de vérification	Année 1				Année 2				Hypothèses
Résultats 1: (one-line description of Result) **Résultat 1 : Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sont respectueuses des principes de gouvernance démocratiques en vue de fournir des services de qualité aux populations.**		Indicateur 1 a Une vision nationale holistique et partagée de la réforme du secteur de la sécurité est développée, discutée avec les OSC et le Parlement et adoptée par le Gouvernement Situation de référence: un draft de stratégie nationale pour la conduite de la RSS est disponible Cible: existance d'une stratégie nationale pour la conduite de la réforme, d'une politique nationale de la défense et de la sécurité et de politiques sectorielles adaptées (2017)	1. Document de stratégie nationale pour la conduite du processus de la RSS 2. Sondage sur le niveau de consultation de la population et des institutions démocratiques dans la finalisation des documents stratégiques									- Diagnostique du secteur de la sécurité disponible - Une stratégie de RSS est disponible - Une politique nationale du secteur sécuritaire est disponible avec ses politiques sectorielles
		Indicateur 1 b La RSS est mise en oeuvre dans une démarche nationale cohérente, concertée et coordonnées Situation de référence : absence d'un mécanisme de coordination national de la RSS Ateliers d'un dialogue avec le	1. Arrêté présidentiel qui met en place le mécanisme de coordination et qui nomme les membres et le staff de soutien 2. Procès verbaux des réunions de coordination des									- Séances de sensibilisation de la population -Discours d'engagement politique du Président et du gouvernement

		population, les acteurs et les parties prenantes de la RSS Cible: existence du mécanisme de coordination de la RSS (janvier 2017) ; la population est consultée sur ses besoins sécuritaires et les objectifs de la réforme	3. PTF Sondage d'opinion auprès des parties prenantes principales au processus de RSS.									
		Indicateur 1c Niveau d'amélioration du comportement et de la qualité des services sécuritaires rendus à la population Situation de référence : attentes importantes de la population par rapport à l'amélioration de la sécurité cible: Une amélioration du comportement des FDS vis à vis des institutions démocratiques et de la population	1.Sondage d'opinion sur le niveau de satisfaction des institutions démocratiques et de la population				x					Discours des FDS en cohérence avec le respect des principes de gouvernance, et des droits humain
	Effet/impact Les parties prenantes à la RSS reçoivent l'appui stratégique nécessaire afin d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de la RSS	Indicateur 1.1 Disponibilité d'une équipe en Appui Conseil Stratégique RSS auprès du Président Situation de référence : Il n'existe pas d'équipes d'experts sur la conduite d'un processus de RSS Objectif: une équipe de 3 experts permanents et des conseils ponctuels est recrutée et opérationnelle d'ici Janvier 2017	Rapports sur les progrès du projet	x								
		Indicateur 1.2 Disponibilité d'un diagnostic des forces et des faiblesses du secteur de la sécurité	Rapport de diagnostic du secteur de la sécurité		x							

		Situation de référence : absence de données de base sur la situation des secteurs de la sécurité Objectif: Un diagnostic établissant la situation actuelle dans les différents secteurs (défense, sécurité, justice, douanes, environnement) est disponible									
		Indicateur 1.3: *Nombre de rencontres avec les acteurs de niveau stratégique et techniques pour créer un cadre de formulation de la vision de la réforme de même que les outils de cette réforme* Situation de référence : 0 Cible: -au moins 3 rencontres du Comité d'Orientation Stratégique ; - au moins 100 rencontres du comité technique de suivi de la RSS (à raison d'une par semaine). - 1 document de stratégie de la RSS avec son plan d'action	Rapport de progrès du projet et compte rendu des réunions	X	X	X	X					
		Indicateur : 1.4 : *Nombre de parties prenantes consultées et d'acteurs de la société civile impliqués dans le processus de la réforme* Situation de référence : Absence d'une compréhension commune par les parties prenantes et la société civile autour des enjeux et objectifs de la réforme Cible : -Les institutions républicaines et la société civile ont une	PV des rencontres et consultations avec les institutions Républicaines et les parties prenantes Sondage d'opinion sur le niveau de connaissance des populations par rapport au processus de la RSS									

		compréhension commune des objectifs et enjeux de la réforme									
	Effet/Impact 2: Les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies apportent leurs appuis dans un cadre cohérent et coordonné	*Indicateur 2.1: Nombre de réunions tenues par l'équipe d'appui conseil stratégique avec les PTF impliqués dans le secteur de la RSS* Situation de référence : absence d'une structure de coordination des PTF impliqués dans la RSS Cible: -1 mécanisme de coordination avec les PTF est opérationnel - Au moins 12 réunions de coordination des PTF sont tenues et documentées -Une cartographie des interventions dans les secteurs de la défense et de la sécurité est disponible	Compte rendu des réunions de coordination et rapport de progrès du projet Sondage d'opinion parmi les PTF sur l'efficacité de réunions gérées par l'équipe appui conseil et sur leur adhésion au processus RSS	X	x	X	x					
	Effet/Impact 3: Des ressources adéquates sont mobilisées pour la mise en œuvre de la RSS	Indicateur : 3.1 Existence d'une stratégie nationale de mobilisation des ressources pour la RSS Situation de référence : non-existence d'une telle stratégie Cible: 1 stratégie de mobilisation de ressources est disponible	Document de la stratégie de mobilisation e ressources Compte rendu de la réunion d'approbation de la stratégie par le Gouvernement			x					